

Engagement de confidentialité pour les personnes traitant des données à caractère personnel

Je soussigné/e Monsieur/Madame..... exerçant les fonctions deau sein de la caisse d'allocations familiales....., étant à ce titre amené/e à accéder à des données à caractère personnel, déclare reconnaître la confidentialité desdites données.

Je m'engage par conséquent, conformément à la loi relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque Carrefour de la Sécurité Sociale du 15 janvier 1990, la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, RGPD), à prendre toutes précautions conformes aux usages dans le cadre de mes attributions afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles j'ai accès, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Je m'engage en particulier à observer de manière précise toutes les recommandations de sécurité émises par le Délégué à la protection des données (DPO) de mon organisme.

Cet engagement de confidentialité, en vigueur pendant toute la durée de mes fonctions, demeurera effectif, sans limitation de durée après la cessation de mes fonctions, quelle qu'en soit la cause, dès lors que cet engagement concerne l'utilisation et la communication de données à caractère personnel.

J'ai été informé/e que toute violation du présent engagement m'expose à des sanctions disciplinaires et pénales conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard de l'article 11 la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, qui stipule que les personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions interviennent dans la collecte, le traitement ou la transmission des informations sont tenues au secret professionnel.

Le non-respect du secret professionnel est sanctionné par l'article 458 du Code pénal qui prévoit des peines d'emprisonnement et des amendes pour les personnes dépositaires par état ou par profession des secrets qu'on leur confie.

Lu et approuvé.....Date

SERVICE :

PRENOM NOM

Signature de l'utilisateur